



Secrétariat du Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSC)  
pour les relations avec le Comité des Nations unies pour la sécurité alimentaire mondiale (CSA)  
Siège de la FAO, salle E-128  
Rome/Italie 0039-06-570-55359  
[www.csm4cfs.org](http://www.csm4cfs.org)

Ambassadeur Pio Wennubst  
Représentant permanent de la Suisse auprès des agences de l'ONU à Rome  
Rapporteur du processus politique du CSA sur « *Promouvoir la participation et l'emploi des jeunes dans l'agriculture et les systèmes alimentaires* ».

5 Octobre 2021

Cher rapporteur Pio Wennubst,

C'est avec beaucoup d'anticipation et d'excitation, ainsi qu'avec un sentiment de profonde responsabilité, que nous - le Groupe de Travail des Jeunes du Mécanisme pour la Société Civile et les Peuples Autochtones (MSC) - vous écrivons aujourd'hui. Nous sommes ravis de votre nomination en tant que rapporteur du groupe de travail sur *Promouvoir la participation et l'emploi des jeunes dans l'agriculture et les systèmes alimentaires*. Nous vous écrivons cette lettre aujourd'hui pour entamer une conversation, et ce que nous espérons sera une relation de travail productive et enrichissante.

*Tout d'abord, permettez-nous de nous présenter.* Comme indiqué ci-dessus, nous sommes le Groupe de Travail des Jeunes du MSC. Le GT Jeunes réunit un ensemble diversifié de jeunes du monde entier. Nous comprenons des petits exploitants et des agriculteurs familiaux, des peuples autochtones, des pêcheurs, des travailleurs agricoles et dans la transformation alimentaire, des femmes, des sans-terre, des consommateurs, des éleveurs et des personnes souffrant d'insécurité alimentaire en milieu urbain - ainsi que des étudiants, des universitaires, des membres d'ONG et d'autres personnes. Les jeunes ont une pluralité de compréhensions, d'expériences, de connaissances et d'attentes concernant l'avenir, mais ensemble, les membres de notre groupe de travail ont des préoccupations communes et une vision commune des systèmes alimentaires fondés sur les droits humains et le droit des peuples à déterminer leurs propres systèmes alimentaires et agricoles. À l'automne 2020, nous avons collectivement rédigé une déclaration contenant nos demandes en tant que jeunes pour une transformation radicale des systèmes alimentaires, qui détaille bon nombre de nos préoccupations et visions communes. Vous trouverez ce document [ici](#). Ce sont ces préoccupations et visions communes - et ces demandes partagées de transformations radicales - qui guideront nos contributions dans le prochain processus politique du CSA sur la jeunesse.

*Deuxièmement, une invitation.* Comme vous le savez peut-être déjà, nous organisons un événement parallèle dans le cadre de la CSA 49. Cet événement s'intitule *Alimentation pour notre avenir : Les jeunes à la tête de transformations radicales vers des économies du bien-être*. Cet événement est prévu de 12 h 45 à 14 h 15, heure de Rome, le lundi 11 octobre. Un panel de jeunes y discutera des thèmes clés du rapport HLPE : reconnaissance, agentivité, équité et droits. Nous aimerions vous inviter officiellement à participer à ce panel et plus particulièrement à proposer des réflexions et des réponses aux présentations.



Ce serait un véritable honneur que de pouvoir vous compter parmi nous et de vous entendre partager vos réflexions sur l'importance des jeunes pour l'avenir de l'agriculture et des systèmes alimentaires, ainsi que sur les changements nécessaires que nous devons commencer à opérer pour mettre en place les systèmes alimentaires qui constitueront la base de notre avenir - celui des jeunes.

*Troisièmement, quelques réflexions sur la manière de garantir une participation significative des jeunes au processus politique à venir.* Le Rapport HLPE souligne l'importance d'inclure les jeunes dans les processus politiques, en particulier sur les thématiques qui les concernent de premier chef. Nous ne pourrions être plus d'accord avec cette conclusion et les recommandations correspondantes du HLPE sur la promotion et la facilitation de l'engagement et du leadership des jeunes dans l'élaboration des politiques.

La participation des jeunes n'est cependant pas seulement une question à inclure dans les recommandations politiques du CSA. Il s'agit également d'une question clé qui devrait guider le processus d'élaboration de l'instrument lui-même. En effet, il est absolument essentiel de faire entendre la voix des jeunes et de les faire participer au processus d'élaboration des politiques, non seulement pour obtenir le meilleur document politique possible, mais aussi pour garantir sa légitimité et son impact futur.

Afin de faciliter la participation des jeunes au processus politique, nous avons pensé lancer de manière proactive une conversation sur les modalités d'inclusion. Voici quelques réflexions, recommandations et pensées que nous avons :

- **Droits linguistiques** : Pour assurer la participation et l'inclusion, il faut assurer la justice linguistique. Bien que nous comprenions que nous ne pouvons pas aller au-delà des six langues officielles de l'ONU, déjà limitées et excluantes, nous pouvons néanmoins prendre d'autres mesures proactives en tant que groupe de travail pour assurer la justice linguistique :
  - *Communications du groupe de travail* : Dans le passé, les groupes de travail à composition non limitée du CSA n'ont communiqué qu'en anglais. Nous demandons au GTCNL du CSA d'envoyer ses communications dans toutes les langues officielles des Nations unies.
  - *Traduction du Rapport HLPE* : À l'heure actuelle, le Rapport HLPE sur la jeunesse n'est disponible qu'en anglais. Le rapport doit être rapidement traduit dans toutes les langues officielles du CSA afin de garantir que tous les participants au processus politique aient la possibilité de lire et d'analyser ce rapport important et fondamental.
  - *Interprétation pendant les négociations, y compris lors des sessions des Amis du Rapporteur* : Dans le passé, les négociations du CSA n'ont fourni une interprétation que pendant les sessions officielles du groupe de travail. Cela signifie que lorsque les négociations se prolongent au-delà des heures prévues (ce qui est souvent le cas) et pendant les sessions des Amis du Rapporteur, les personnes qui ne parlent pas couramment l'anglais sont effectivement empêchées de participer au processus politique, à moins que le MSC ne prenne en charge l'interprétation pour ses participants avec ses propres moyens. Le prochain processus politique devrait assurer l'interprétation également pour les parties informelles des négociations.
  - *Langue du texte pendant les négociations* : Dans le passé, les versions préliminaires (V0 et V1) des documents en négociation au CSA étaient fournis dans toutes les langues des Nations unies, tandis que les versions intermédiaires ne l'étaient pas. Plus récemment, cela n'a plus été le cas. En conséquence, le texte utilisé pour la négociation (le texte pour lequel nous proposons des contributions et recherchons un consensus) n'est disponible qu'en anglais, empêchant de fait les non-anglophones de s'engager réellement dans les négociations. Il sera important de développer une nouvelle modalité pour le processus à venir, une modalité qui n'exclue pas autant de personnes.



- **Modalités et logistique des négociations** : Nous vivons une époque difficile - de multiples crises affectent nos secteurs sociaux et nos communautés à travers le monde. Ces crises nous mettent au défi de coordonner un processus de négociation politique inclusif et équitable, mais elles ne sont pas insurmontables. Voici quelques réflexions et recommandations :
  - *Virtuel, en personne ou hybride* : nous avons des préoccupations différentes selon le format des négociations.
    - *Virtuel* : Si les négociations sont virtuelles, il sera important de soutenir les délégués des États ainsi que les jeunes qui ont des problèmes de connectivité. L'accès à l'Internet à haut débit est une nécessité pour la participation, mais il n'est pas disponible pour tous. Il serait bon de réfléchir de manière proactive à la façon de soutenir l'engagement de ceux qui n'ont pas accès à cet outil important. En outre, si les négociations se déroulent en ligne, nous devons aborder la question des fuseaux horaires multiples. Afin d'assurer la participation de toutes les régions, il sera important d'avoir un calendrier différencié qui permette à tous, quel que soit le fuseau horaire, de participer.
    - *En personne* : Si les négociations se déroulent en personne, nous sommes très préoccupés par le fait que l'apartheid vaccinal empêchera effectivement de nombreux membres de notre circonscription de participer.
    - *Hybride* : Si les négociations se déroulent dans un format hybride, nous sommes très préoccupés par le fait que les personnes qui se sont présentes en personne (et qui, pour les raisons mentionnées ci-dessus, ne représenteront pas l'ensemble des participants) disposeront d'un avantage certain dans le processus de négociation.
  - *Durée de la négociation* : Actuellement, la négociation n'est prévue que sur six jours seulement. Cela n'est tout simplement pas suffisant compte tenu du contenu à couvrir et de l'importance du processus et de l'instrument politique. Davantage de jours doivent être réservés et annoncés à l'avance, afin de donner aux participants suffisamment de temps pour coordonner et planifier leur participation.

Nous demandons à ce groupe de travail, sous votre direction, de prendre collectivement des mesures pour assurer une participation significative des jeunes.

*Enfin, une proposition de réunion.* Nous avons abordé plusieurs sujets dans cette lettre, et nous sommes, bien sûr, impatients d'entendre vos réflexions et vos réponses, et de poursuivre notre conversation. Nous serions donc extrêmement reconnaissants d'avoir l'opportunité d'organiser un appel avec vous pour une réunion introductive. Au cours de cette réunion, nous proposerions de discuter des questions d'équité procédurale que nous avons soulevées, ainsi que de nos visions et préoccupations communes pour l'avenir de nos systèmes alimentaires. Y a-t-il un moment, idéalement en début d'après-midi, heure de Rome (afin de permettre au plus grand nombre de nos collègues de participer), où vous seriez disponible pour une rencontre dans la semaine suivant la plénière du CSA ?

Nous vous remercions d'avoir lu notre lettre et d'avoir pris en considération nos préoccupations. Nous nous réjouissons de travailler avec vous dans le cadre de cet important processus d'élaboration de la politique du CSA, et espérons vous accueillir dans le panel de notre événement parallèle du lundi 11 octobre 2021.

Sincèrement et respectueusement,

le Groupe de travail des jeunes du MSC